



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 26

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications

Présentation

**Présenté par
M. Richard D. French
Ministre des Communications**

**Éditeur officiel du Québec
1988**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur le ministère des Communications et prévoit l'institution du Fonds de l'édition gouvernementale et du Fonds des services de placement médias. Il confère au ministre des Communications le devoir de fournir, à titre onéreux:

1° sur demande, des services d'édition, de publication, de diffusion et de commercialisation de documents produits par ou pour le compte des ministères et organismes publics désignés par le gouvernement;

2° des services de placement médias aux ministères et organismes publics désignés par le gouvernement.

Ces fonds permettent d'assumer les coûts des services d'édition gouvernementale et de placement médias fournis par l'éditeur officiel ou le ministre des Communications.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ces fonds sont également prévus dans ce projet de loi.

Projet de loi 26

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 3 de la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), modifié par l'article 1 du chapitre 45 des lois de 1987, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, aux premières lignes des paragraphes *d.1*, *d.2* et *d.3* du premier alinéa, des mots « moyennant considération » par les mots « à titre onéreux »;

2° par l'addition, après le paragraphe *h* du premier alinéa, des suivants:

« *i*) fournir, sur demande et à titre onéreux, des services d'édition, de publication, de diffusion et de commercialisation de documents produits par ou pour le compte des ministères et organismes publics désignés par le gouvernement;

« *j*) fournir, à titre onéreux, des services de placement médias aux ministères et organismes publics désignés par le gouvernement. ».

2. Le chapitre III de cette loi, inséré par l'article 2 du chapitre 45 des lois de 1987, est remplacé par le suivant:

« CHAPITRE III

« FONDS SPÉCIAUX

« **19.1** Sont institués, au sein du ministère, le Fonds de l'édition gouvernementale, le Fonds des services informatiques, le Fonds des services de placement médias et le Fonds des services de télécommunications, qui ont pour objet le financement de ces biens et services.

« **19.2** Le gouvernement détermine, pour chaque fonds, la date de son début d'activité, ses actifs et passifs. Il détermine également la nature des biens et services financés par chacun ainsi que la nature des coûts qui doivent leur être imputés.

« **19.3** Chaque fonds est constitué des sommes suivantes, à l'exception des intérêts qu'elles produisent:

1° les sommes perçues pour les biens et services qu'il a servi à financer;

2° les avances versées par le ministre des Finances en vertu du premier alinéa de l'article 19.5;

3° les sommes versées par le ministre des Communications sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement.

« **19.4** La gestion des sommes constituant les fonds est confiée au ministre des Finances. Celles-ci sont versées à son crédit et déposées auprès des institutions financières qu'il détermine.

Leur comptabilité et l'enregistrement des engagements financiers imputables à ces fonds sont, malgré l'article 13 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6), tenus par le ministre des Communications. Celui-ci certifie, de plus, que ces engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes.

[[« **19.5** Le ministre des Finances peut avancer aux fonds, sur autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, des sommes prélevées sur le fonds consolidé du revenu.

Il peut, inversement, avancer à court terme au fonds consolidé du revenu, aux conditions qu'il détermine, toute partie des sommes constituant ces fonds qui n'est pas requise pour leur fonctionnement.

Toute avance versée à un fonds est remboursable sur ce fonds.]]

« **19.6** La rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et aux autres conditions de travail des personnes affectées, conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1), aux activités reliées à un fonds sont défrayées sur ce fonds.

« **19.7** Les surplus accumulés par un fonds sont versés au fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

« **19.8** Les articles 22 à 27, 33, 35, 45, 47 à 49, 51, 57 et 70 à 72 de la Loi sur l'administration financière s'appliquent aux fonds, compte tenu des adaptations nécessaires.

« **19.9** L'année financière des fonds se termine le 31 mars.

« **19.10** Malgré toute disposition contraire, le ministre des Finances doit, en cas d'insuffisance du fonds consolidé du revenu, payer sur les fonds les sommes requises pour l'exécution d'un jugement ayant acquis force de chose jugée contre la Couronne. ».

3. Les crédits alloués au ministère des Communications pour le financement des biens et services de l'édition gouvernementale ou de placement médias pour le premier exercice financier du fonds ayant ce financement pour objet sont, à la date du début d'activité de ce fonds, transférés aux ministères et organismes publics bénéficiaires desdits biens et services, dans la mesure déterminée par le gouvernement.

Il en est de même des crédits alloués à l'Office des ressources humaines, au titre des contributions d'employeur, pour le premier exercice financier d'un fonds visé au premier alinéa.

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).